

ASSEMBLÉE NATIONALE

8 décembre 2025

ASSURER LE DROIT DE CHAQUE ENFANT À DISPOSER D'UN AVOCAT DANS LE
CADRE D'UNE MESURE D'ASSISTANCE ÉDUCATIVE ET DE PROTECTION DE
L'ENFANCE - (N° 2191)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 5

AMENDEMENT

présenté par

M. Moulliere, M. Christophe, M. Albertini, Mme Firmin Le Bodo, M. Marcangeli, M. Alfandari,
Mme Bellamy, M. Benoit, M. Berrios, M. Blanchard, M. Bouyx, M. Brard, Mme Colin-Oesterlé,
M. Criaud, M. Fait, M. Gernigon, Mme Gérard, M. Henriët, M. Jolivet, M. Kervran, M. Lam,
M. Lemaire, Mme Lise Magnier, M. Patrier-Leitus, Mme Piron, M. Plassard, M. Portarrieu,
Mme Poussier-Winsback, Mme Rauch, M. Roseren, Mme Saint-Paul, M. Thiébaud, M. Valletoux et
Mme Violland

ARTICLE 2

Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« 3° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« « Un décret en Conseil d'État précise la répartition des compétences, en matière d'assistance
éducative, entre l'administrateur *ad hoc* et l'avocat. » »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à attirer l'attention de la rapporteure sur la nécessité de préciser l'articulation
des rôles entre l'avocat et l'administrateur *ad hoc*.

Puisque la présente proposition de loi vise à permettre à un enfant d'être représenté par un
administrateur *ad hoc* et par un avocat, elle devra nécessairement préciser l'articulation des rôles
entre ces acteurs.

De nombreuses questions se posent en effet, notamment en cas de divergence de vue entre ces acteurs. On en mentionnera deux :

- ☐ Qui sera compétent pour trancher en dernier ressort, si l'avocat et l'administrateur ad hoc d'un enfant avaient un désaccord sur la situation de l'enfant, et sur la solution qui serait réellement dans son intérêt ?
- ☐ Qui sera compétent pour décider d'interjeter appel ou non ?